

Session d'Oslo – 1932

Conflits de lois relatifs à la capacité des mineurs, aliénés, faibles d'esprit et prodigues, en matière d'actes patrimoniaux entre vifs

(Rapporteurs : MM. Georges Streit et J.H.P. Niboyet)

L'Institut de Droit international,

Considérant que la compétence de la loi nationale, admise lors de la session d'Oxford en 1880, a déjà été réduite par lui en matière d'actes entre vifs à caractère patrimonial, au cours des sessions de Lausanne, en 1888, et de Cambridge, en 1931 ;

Considérant qu'il a, en outre, décidé dans cette dernière session, qu'il serait désirable de rechercher s'il ne conviendrait pas de diminuer encore la compétence de la loi nationale en matière de capacité, en vue d'élaborer une règle qui soit universellement admise ;

Considérant que, dans sa session de Neuchâtel, en 1900, il s'est prononcé contre l'admission de la doctrine dite du renvoi ;

Mais, considérant que, depuis cette époque, un courant d'ordre conventionnel, législatif et jurisprudentiel s'est manifesté dans divers pays en faveur de certaines applications de cette doctrine ;

Et que, dès lors, le moyen le plus simple pour réaliser un rapprochement est d'admettre la compétence de la loi à laquelle renvoie la loi nationale ;

Réservant pour une étude ultérieure la question de la capacité de la femme mariée,

Adopte les Résolutions suivantes :

Article premier

La capacité des mineurs, des aliénés, des faibles d'esprit et des prodigues, en matière d'actes patrimoniaux entre vifs, est déterminée par leur loi nationale.

Toutefois, lorsque cette loi renvoie à une autre loi, celle-ci doit être appliquée.

Article 2

La capacité des personnes, visées à l'article 1^{er}, qui possèdent la nationalité de deux ou plusieurs Etats, est régie par la loi du lieu de leur résidence habituelle et principale.

Article 3

Il en est de même des apatrides.

Article 4

Il n'est pas dérogé à la Résolution votée à la session de Cambridge en 1931, en ce qui concerne la validité des actes purement patrimoniaux entre vifs, faits, en dehors du pays dont la loi régit leur capacité, par les personnes visées à l'article 1^{er}.

*

(22 août 1932)